



CHAPITRE 286

CHAPTER 286

LOI CONCERNANT LES COMPAGNIES DE DÉPÔTS DE SÛRETÉ

AN ACT RESPECTING SAFE-DEPOSIT COMPANIES

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des compagnies de dépôts de sûreté*. S. R. 1925, c. 250, a. 1.

1. This act may be cited as the *Safe-Deposit Companies Act*. R. S. 1925, c. 250, s. 1.

Droit
d'ouvrir
un coffre-
fort.

2. Nul coffre-fort loué par une compagnie de dépôt de sûreté, ni aucun réceptacle, pendant le temps qu'il est entreposé dans le local de cette compagnie, ne peut être ouvert par qui que ce soit, sauf par la personne à qui tel coffre-fort a été loué, ou par qui tel réceptacle a été entreposé, ou par quelque personne autorisée par elle, ou par les représentants légaux de quelque personne ayant le droit de l'ouvrir, à moins que ce ne soit en vertu des dispositions de la présente loi, nonobstant toute loi à ce contraire. S. R. 1925, c. 250, a. 2.

2. No safe leased by any safe-deposit company, nor any receptacle of any kind, while stored upon the premises of any such company, shall be opened by any person, except by the person to whom such safe was leased or by whom such receptacle was stored, or by some person authorized by him, or by the legal representatives of some person having the right of opening the same, unless under the provisions of this act, any law to the contrary notwithstanding. R. S. 1925, c. 250, s. 2.

Autorisa-
tion de la
Cour su-
périeure.

3. La Cour supérieure du district dans lequel se trouve situé le local d'une compagnie de dépôts de sûreté, peut accorder un mandat autorisant l'ouverture de tout tel coffre-fort ou réceptacle, dans toutes circonstances dans lesquelles, si la présente loi n'existait pas, un tribunal quelconque de la province aurait pu en autoriser l'ouverture. S. R. 1925, c. 250, a. 3.

3. The Superior Court of the district in which the premises of any safe-deposit company are situated, may grant a warrant authorizing the opening of any such safe or receptacle, under any circumstance in which, but for the provisions of this act, any court in the Province might have authorized the opening thereof. R. S. 1925, c. 250, s. 3.

Requête.

4. Ce mandat ne doit être accordé que sur requête présentée au tribunal aux frais de celui qui la fait, et après avis par annonce, ou par lettre recommandée ou autrement, selon que le tribunal peut l'ordonner, à toutes personnes dont les intérêts légaux pourraient, dans l'opinion du tribunal, se trouver affectés par la perte du contenu du coffre-fort ou réceptacle. S. R. 1925, c. 250, a. 4.

4. Such warrant shall only be granted upon petition to the court, at the expense of the party making the same, and after notice by advertisement or by registered letter, or otherwise as the court may direct, to all persons whose legal interests are likely, in the opinion of the court, to be affected by the loss of the contents of such safe or receptacle. R. S. 1925, c. 250, s. 4.

Condi-
tions de
l'autorisa-
tion.

5. Quand il est établi à la satisfaction du tribunal que tel avis a été donné, le tribunal peut émettre un mandat adressé à la compagnie de dépôts de sûreté, ordonnant l'ouverture du coffre-fort ou réceptacle en question, aux termes et conditions qui peuvent être jugés nécessaires. S. R. 1925, c. 250, a. 5.

5. Upon its being established, to the satisfaction of the court, that such notice has been given, the court may issue a warrant, addressed to such safe-deposit company, ordering the opening of the safe or receptacle in question, upon such terms and conditions as may be judged necessary. R. S. 1925, c. 250, s. 5. Proof required.

Dépôt
requis.

6. Nul tel mandat n'est émis qu'à la condition que le requérant dépose, entre les mains de la compagnie, la somme jugée nécessaire pour payer les frais d'ouverture du coffre-fort ou réceptacle, et le remettre ensuite dans les mêmes état et condition. S. R. 1925, c. 250, a. 6.

6. No such warrant shall be issued except upon condition that the applicant shall deposit, with the company, such sum as may be necessary to pay the expenses of opening the safe or receptacle, and restoring the same afterwards to the same state and condition. R. S. 1925, c. 250, s. 6. Deposit required.

Formali-
tés lors de
l'ouver-
ture.

7. Nul de ces coffre-forts ou réceptacles n'est ouvert autrement qu'en présence d'un notaire dûment autorisé par le requérant, lequel notaire prépare, aux frais du requérant, un procès-verbal mentionnant les personnes présentes à l'ouverture, le contenu du coffre-fort ou réceptacle, et en délivre une copie à la compagnie de dépôts de sûreté, et une autre copie au protonotaire de la Cour supérieure. S. R. 1925, c. 250, a. 7.

7. No such safe or receptacle shall be opened, except in the presence of a notary duly authorized by the applicant, who shall prepare, at the applicant's expense, a report mentioning the parties present at the opening, and stating the contents of the safe or receptacle, and shall deliver one copy thereof to the safe-deposit company, and another copy thereof to the prothonotary of the Superior Court. R. S. 1925, c. 250, s. 7. Proce-
dure.

Pouvoir
du
tribunal.

8. Le tribunal peut, sur dépôt de ce procès-verbal, donner tout autre ordre relatif à la manière dont il doit être disposé du contenu de tel coffre-fort ou réceptacle, conformément à la loi et à la justice. S. R. 1925, c. 250, a. 8.

8. The court may, upon the deposit of such report, make such further order, with regard to the disposal of the contents of such safe or receptacle, as to law and justice may appertain. R. S. 1925, c. 250, s. 8. Further
order of
court.

Effet de
l'autori-
sation.

9. En se conformant à cet ordre, la compagnie est définitivement déchargée de tous ses devoirs et obligations, relativement à la garde en sûreté du contenu de tel coffre-fort ou réceptacle. S. R. 1925, c. 250, a. 9.

9. Upon compliance with such order, the company shall be finally discharged, in respect of all its duties and obligations for the safe custody of the contents of such safe or receptacle. R. S. 1925, c. 250, s. 9. Discharge
of com-
pany.

Amende.

10. Quiconque viole les dispositions de la présente loi est passible d'une amende de cent dollars, recouvrable par le procureur général, au profit de Sa Majesté. S. R. 1925, c. 250, a. 10.

10. Any person violating the provisions of this act shall be subject to a fine of one hundred dollars, recoverable by the Attorney-General, for the use of His Majesty. R. S. 1925, c. 250, s. 10. Penalty.